

«En Argentine, la crise économique a ramené le national-populisme au pouvoir»

Article rédigé par *Le Figaro*, le 30 octobre 2019

Source [Le Figaro] L'historien Olivier Dard définit le mouvement péroniste auquel appartient le nouveau président argentin Alberto Fernández. Il rappelle que l'Amérique du Sud est le berceau du populisme du XXe siècle.

FIGAROVOX.- Alberto Fernández a été élu président dès le premier tour en Argentine. Son élection confirme-elle un rejet de la mondialisation libérale du diktat des organismes supra-nationaux en Argentine?

Olivier DARD.- L'élection d'Alberto Fernández n'est nullement une surprise si on rappelle qu'au mois d'août dernier il a remporté très nettement les «primaires» - un scrutin que l'on peut considérer comme une sorte de répétition générale de celui d'hier - avec 17 points d'avance sur le président sortant, le libéral Mauricio Macri. En obtenant 40 % des voix contre 48 % pour son adversaire, Macri a réduit l'écart par rapport à son score désastreux de l'été. La victoire de Fernández n'en est pas moins très nette si on songe que ces deux candidats ont obtenu près des 4/5e des suffrages.

La victoire de Fernández illustre la force mobilisatrice de l'héritage péroniste.

Cette polarisation, qui renvoie à ce qu'on appelle en Argentine la «grieta» (la fracture) ne saurait faire négliger les 6 % obtenus par Roberto Lavagna, économiste et ancien ministre de l'économie du président péroniste Néstor Kirchner (2003-2007). Lavagna a tenté, au cours de cette dernière campagne présidentielle, d'incarner une candidature péroniste dissidente et opposée à Cristina Fernandez Kirchner. Le rôle de cette dernière est fondamental. Ayant succédé en 2007 à son mari comme présidente de l'Argentine, elle n'avait pu se représenter une troisième fois en 2015 et le candidat qu'elle soutenait avait alors été battu par Macri.

Cette année, si Fernández a été élu, il le doit en bonne partie au ticket formé avec «Cristina», sa vice-présidente, véritable incarnation du péronisme qui avait été réélue au premier tour en 2011 avec 54 % des suffrages. La victoire de Fernández illustre donc la force mobilisatrice de l'héritage péroniste. Mais parallèlement, la défaite du président sortant Macri doit être comprise comme un rejet du néolibéralisme et d'une institution comme le Fonds monétaire international. On est au cœur ici du discours péroniste, ou «justicialiste», pour reprendre le nom donné par Juan Domingo Perón (1895-1974) à son parti.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)